



Mairie de Saint-Benoît

**21 bis rue Georges Pompidou
97470 Saint-Benoît
Tel : 02.62.50.88.00**

Accord-cadre de fournitures

Avis d'appel public à la concurrence

Objet du marché à bons de commande

**Marché de fourniture de mobiliers de bureaux
pour la Commune de Saint-Benoît**

Années 2024-2025

Numéro de Marché : MP202328

Date de limite de remise des offres : 27 novembre 2023 à 12h00 (heure locale) soit 9h00 (heure de Paris)

Pouvoir adjudicateur :

Désignation :

Mairie de Saint-Benoît

21 bis rue Georges Pompidou

B.P. 61

97470 Saint-Benoît

Téléphone : 02.62.50.88.00

Adresse internet : <http://saint-benoit.re>

Statut : 6

Activité(s) principale(s) :

- Services généraux des administrations publiques

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Profil d'acheteur : <http://www.achatpublic.com>

L'avis concerne un accord-cadre.

Objet de l'accord-cadre :

Marché de fourniture de mobiliers de bureaux pour la Commune de Saint-Benoît - Années 2024-2025 - Acquisition de mobiliers de bureaux pour les services municipaux

Accord-cadre couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Forme de l'accord-cadre : Accord-cadre

Type d'accord-cadre de fournitures : Achat

Lieu principal de livraison :

Territoire de la Commune de Saint-Benoît

Centre Technique Communal

Service Magasin

25, rue Auguste de Villèle

97470 SAINT BENOIT

Code NUTS : FRY4

CPV global à la consultation

CPV principal : 39130000-2

CPV propre à chaque lot

lot n°1 : CPV principal : 39121100-7

lot n°2 : CPV principal : 39111000-3

lot n°3 : CPV principal : 39132100-7

lot n°4 : CPV principal : 39121000-6

lot n°5 : CPV principal : 39112000-0

lot n°6 : CPV principal : 39263100-4

lot n°7 : CPV principal : 39122100-4

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les conditions d'exécutions suivantes : Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Dévolution en marchés séparés

Informations sur les lots :

Lot n°1: Bureaux

Estimation ou fourchette : 12 000 euros HT/an

Lot n°2 : Sièges

Estimation ou fourchette : 15 000 euros HT/an

Lot n°3 : Rangements

Estimation ou fourchette : 12 000 euros HT/an

Lot n°4 : Tables

Estimation ou fourchette : 6 000 euros HT/an

Lot n°5 : Chaises

Estimation ou fourchette : 4 000 euros HT/an

Lot n°6 : Accessoires

Estimation ou fourchette : 3 000 euros HT/an

Lot n°7 : Armoires ignifuges

Estimation ou fourchette : 9 000 euros HT/an

Pour le Lot n°1 : Bureaux

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 2 000,00 € HT/an

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 12 000,00 € HT/an

Pour le Lot n°2 : Sièges

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 1 500,00 € HT/an

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 15 000,00 € HT/an

Pour le Lot n°3 : Rangements

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 2 500,00 € HT/an

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 12 000,00 € HT/an

Pour le Lot n°4 : Tables

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 1 500,00 € HT/an

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 6 000,00 € HT/an

Pour le Lot n°5 : Chaises

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 800,00 € HT/an

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 4 000,00 € HT/an

Pour le Lot n°6 : Accessoires

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 800,00 € HT/an
Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 3 000,00 € HT/an

Pour le Lot n°7 : Armoires ignifuges

Le montant minimum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 2 000,00 € HT/an
Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 9 000,00 € HT/an

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats peuvent présenter des offres pour tous les lots.

L'accord-cadre a une durée prévisionnelle de 24 mois.

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Pour le lot n°1 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°2 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°3 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°4 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°5 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°6 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Pour le lot n°7 :

Il n'est pas prévu d'avance.

Interdiction de soumissionner

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 5 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation de l'accord-cadre public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un accord-cadre public antérieur.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation de l'accord-cadre public, ont eu accès à des

informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.

L'acheteur exclut les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation de l'accord-cadre public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre public.

Présentation de candidature :

Dépôt classique: La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen).

L'acheteur met à disposition des candidats un DUME "Acheteur", c'est à dire que la première partie concernant les informations relatives à la procédure ont été préremplies par l'acheteur ainsi que la partie IV concernant les critères de sélection applicables à la passation du marché. Les informations requises au titre de la partie I seront automatiquement récupérées par le candidat, pour autant que le service DUME électronique cité ci-dessous soit utilisé par l'opérateur économique pour générer et remplir le DUME. Dans le cas contraire, ces informations doivent être introduites par le candidat.

Le DUME Acheteur est disponible sur le profil d'acheteur de la consultation.

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont:

Aptitude :

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant: Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers
- **Capacité économique et financière :**
- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel spécifique aux prestations objet de l'accord-cadre sur 3 ans.
- **Capacité technique et professionnelle :**
- Références des principales fournitures ou des principaux services fournis sur 3 ans.
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même

Procédure : MAPA ouvert

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans les documents de la consultation.

Renseignements d'ordre administratif :

Numéro de référence de l'accord-cadre : MP202328

La présente consultation est une consultation initiale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 31/10/2023

Date limite de réception des offres : 27/11/2023 à 12h00

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Règlement par Mandat administratif : Virement bancaire.

Avis périodique :

Il ne s'agit pas d'un accord-cadre périodique.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire de l'accord-cadre : Après attribution, aucune forme de groupement ne sera exigée.

La même entreprise peut présenter plusieurs offres pour l'accord-cadre en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion

Conditions de remise des candidatures

La transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur : <http://www.achatpublic.com>.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

Signature des documents transmis par le candidat

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Autres Informations

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Adresse de retrait des dossiers :

<http://www.achatpublic.com>